

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41108]

**25 MAART 2021. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** – Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 gesloten tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 maart 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-president en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op " Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-presidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2020-2021*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 212-1. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 212-2

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 24 maart 2021.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/41083]

**25 MARS 2021. — Décret modifiant le décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 1<sup>o</sup> est remplacé par les termes suivants : « 1<sup>o</sup> Code : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

b) au point 4<sup>o</sup>, les termes « 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » sont remplacés par les termes « 1.6.5-2 du Code » ;

c) au point 7<sup>o</sup>, les termes « 67, § 2, du décret Missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-1 du Code » ;

d) au point 8<sup>o</sup>, les termes « à l'article 67, § 6, du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-5 et 1.5.2-6 du Code » ;

e) au point 9<sup>o</sup>, les termes « 68, § 4, du décret Missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-16, § 1<sup>er</sup>, du Code » ;

f) au point 10<sup>o</sup>, les termes « 68, § 7, du décret Missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-17 du Code » ;

g) il est inséré un point 11<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup> PECA : le parcours d'éducation culturelle et artistique, interdisciplinaire, se fondant sur des connaissances culturelles, des pratiques individuelles et collectives ainsi que sur des rencontres avec des artistes et des œuvres, se définissant de manière transversale à l'ensemble des savoirs et compétences composant le cursus scolaire et concernant donc tous les cours. ».

**Art. 2.** A l'article 3, alinéas 2 et 3, du même décret, les termes « 24, § 2, alinéa 2, 8<sup>o</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » sont remplacés par les termes « 1.7.3-1, § 2, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, du Code ».

**Art. 3.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les termes « à l'article 67 du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-12 du Code » ;

b) aux points 3°, 4° et 6°, les termes « à l'article 68 du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code »;

c) au point 9°, les termes « décret Missions » sont remplacés par le terme « Code » ;

d) il est inséré un point 16° rédigé comme suit :

« 16° offrir son appui à la mise en œuvre du PECA en :

a) conseiller, accompagnant, partageant son expertise et en soutenant les équipes pédagogiques et les écoles dans le déploiement d'une approche pluridisciplinaire du PECA, conformément au présent décret ;

b) favorisant l'ouverture de chaque école aux représentants du monde culturel ;

c) en étant un relais efficace entre le milieu scolaire et les représentants du monde culturel ;

d) collaborant et en se concertant notamment avec les référents culturels des autres réseaux et les représentants du monde culturel. ».

**Art. 4.** A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1° est complété par les mots « et des Référents culturels » ;

b) il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Les Référents culturels visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont affectés, d'une part, en appui à la réalisation des missions visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, et, d'autre part, à la réalisation de la mission visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°. ».

**Art. 5.** L'article 6 du même décret est complété par deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 4. Le nombre minimum total de postes de Conseillers techno-pédagogiques visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, exprimés en équivalents temps plein, que WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs doivent pourvoir, est fixé à 41.

Tous les six ans, avant le renouvellement des contrats visés à l'article 14, le nombre minimum de Conseillers techno-pédagogiques dont chaque Cellule de soutien et d'accompagnement doit disposer, est fixé par le gouvernement, proportionnellement au nombre, exprimé en équivalents temps plein, de membres du personnel de l'équipe éducative qui prestent dans les écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé pour lesquelles la Cellule est compétente. Chaque cellule dispose d'au moins un Conseiller techno-pédagogique.

§ 5. Le nombre minimum total de postes de Référents culturels visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, exprimés en équivalents temps plein, que WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs doivent pourvoir, est fixé à 40.

Tous les six ans, avant le renouvellement des contrats visés à l'article 14, le nombre minimum de Référents culturels dont chaque Cellule de soutien et d'accompagnement doit disposer, est fixé par le gouvernement, proportionnellement au nombre, exprimé en équivalents temps plein, de membres du personnel de l'équipe éducative qui prestent dans les écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé pour lesquelles la Cellule est compétente. Chaque cellule dispose d'au moins un référent culturel.

Les Cellules de soutien et d'accompagnement peuvent conclure une convention de collaboration visant à mutualiser les Référents culturels pour optimiser la réponse aux besoins des écoles et la couverture des différentes zones d'enseignement. ».

**Art. 6.** Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « et 3° » sont insérés entre les mots « visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, » et les mots « et désigné conformément » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour les membres du personnel d'une Cellule de soutien et d'accompagnement engagés sur la base de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs concernée peut mettre fin de manière anticipée à leur engagement dans le respect des règles qui lui sont propres. ».

**Art. 7.** A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui, suit :

« La formation initiale des conseillers au soutien et à l'accompagnement, en ce compris les conseillers techno-pédagogiques, visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est de 80 heures. Elle comprend une formation initiale générale et une formation initiale spécifique. » ;

b) le dernier alinéa est abrogé ;

2° il est inséré un paragraphe 2/1 et un paragraphe 2/2 rédigés comme suit :

« § 2/1. Par dérogation au paragraphe 2, la formation initiale des Référents culturels visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est de 90 heures. Elle comprend une formation initiale générale, un volet culturel spécifique et une formation initiale spécifique.

Tous les deux ans, l'Institut de la formation en cours de carrière organise au moins une session de formation initiale générale d'une durée de 30 heures dont le contenu est fixé par le gouvernement sur avis de l'Institut de de la formation en cours de carrière. Cette formation vise à développer :

1° les aptitudes relationnelles dans la gestion des relations personnelles, interpersonnelles et groupales entre adultes, en particulier dans les situations de communication orale et écrite, de prise de parole en public, d'animation de réunion, de travail en équipe, de supervision, de gestion de conflits, de médiation ;

2° la prise de conscience des changements de posture et d'identité professionnelle amenés par rapport aux aptitudes et compétences relationnelles des candidats ;

3° la compréhension des valeurs, du sens et de la portée de la notion de pilotage du système scolaire et des organisations scolaires, notamment en s'appropriant :

a) les enjeux, les valeurs, les finalités et les fondements scientifiques de la gouvernance et du pilotage du système éducatif ;

b) les méthodes et processus d'évaluation des politiques scolaires et des réformes pédagogiques ;

c) l'organigramme et les missions de l'Administration générale de l'Enseignement, le rôle et les missions des différents acteurs du système scolaire.

Certaines parties de la formation initiale générale des Référents culturels peuvent être communes avec la formation initiale générale des Conseillers au soutien et à l'accompagnement visée au paragraphe 2, alinéa 2. L'Institut de la formation en cours de carrière délivre une attestation de fréquentation de cette formation.

Tous les deux ans, les services du gouvernement organisent au moins un volet culturel spécifique d'une durée de 30 heures qui consiste à :

1° développer sa maîtrise de l'accès et de l'utilisation du centre de ressources documentaires mis à disposition par les services du gouvernement ;

2° développer ses connaissances relatives aux ressources/services culturels et institutionnels mobilisables ou pouvant intervenir en soutien sur le plan local/interzonal.

Les services du gouvernement délivrent une attestation de fréquentation de cette formation.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs concernée organise la formation initiale spécifique, d'une durée de 30 heures. Les objectifs et les contenus de cette formation initiale spécifique sont transmis pour information à l'Institut de la formation en cours de carrière et aux services du gouvernement au plus tard dans le mois qui précède le début de celle-ci.

WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs concernée délivre une attestation de fréquentation de cette formation.

§ 2/2. Tous les deux ans, avant l'organisation de la formation initiale visée aux paragraphes 2 et 2/1, une concertation est organisée entre l'Institut de la formation en cours de carrière, les services du gouvernement, WBE et chaque fédération de pouvoirs organisateurs afin d'assurer la cohérence et la complémentarité des différentes parties de la formation initiale.

Le gouvernement met fin d'office à la désignation des membres du personnel des Cellules de soutien et d'accompagnement désignés en application des articles 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, qui n'ont pas suivi la formation initiale visée aux paragraphes 2 et 2/1 dans un délai de deux années suivant leur désignation. » ;

3° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. Complémentairement à la formation continue visée au paragraphe 3, les Référents culturels visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, suivent, chaque année, une formation continue organisée par les services du gouvernement. Cette journée de rencontre rassemble les référents culturels et les représentants du monde culturel. » ;

4° dans le paragraphe 4, les mots « de la formation initiale visée au paragraphe 2 et/ou de la formation continue visée au paragraphe 3 » sont remplacés par les mots « de la formation initiale visée aux paragraphes 2 et 2/1 et/ou de la formation continue visée aux paragraphes 3 et 3/1 ».

**Art. 8.** Dans l'article 12, alinéa 2, du même décret, le montant de « 10.118.317 euros » est remplacé par le montant de « 16.933.915 euros ».

**Art. 9.** Dans l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les termes « à l'article 67, § 14, ou à l'article 68, § 11, du décret Missions » sont remplacés par les termes « à l'article 1.5.2-12, § 1<sup>er</sup>, ou à l'article 1.5.2-21, § 1<sup>er</sup> du Code » ;

b) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, les termes « 67 et 68 du décret Missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-1 à 1.5.2-22 du Code » ;

c) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est inséré un point 12° rédigé comme suit :

« 12° assurer l'accompagnement des écoles dans le déploiement d'une approche pluridisciplinaire du PECA. » ;

d) dans le paragraphe 2, alinéa 4, il est inséré un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 le nombre de Référents culturels visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, que WBE ou la fédération de pouvoirs organisateurs projette d'employer au sein de sa Cellule de soutien et d'accompagnement, ce nombre devant être suffisant pour la réalisation de la mission qui incombe à ces Référents culturels en application de l'article 5, alinéa 3. ».

**Art. 10.** Dans l'article 47 du même décret, les mots « à l'article 5, alinéa 5, » sont remplacés par les mots « à l'article 5, alinéa 6, ».

#### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

**Art. 11.** Dans le même décret, l'article 46 est remplacé par ce qui suit :

« Article 46. – Par dérogation à l'article 12, alinéas 2 et 3, le montant total des subventions visées à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, est fixé de la manière suivante pour les années 2021 à 2027 :

1° pour l'année 2021 : 12.780.259 euros ;

2° pour l'année 2022 : 14.243.512 euros ;

3° pour l'année 2023 : 14.663.712 euros ;

4° pour l'année 2024 : 15.209.240 euros ;

5° pour l'année 2025 : 15.747.535 euros ;

6° pour l'année 2026 : 16.379.706 euros ;

7° pour l'année 2027 : 16.933.915 euros. ».

**Art. 12.** Dans le même décret, il est inséré un article 47/1 rédigé comme suit :

« Article 47/1. – § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 6, § 4, alinéa 2, le nombre de postes de conseillers techno-pédagogiques, exprimés en équivalents temps plein, est réparti de la manière suivante durant les années scolaires 2021-2022 à 2024-2025 :

1° Conseil de l'enseignement des Communes et Provinces : 10;

2° Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné : 3;

3° Fédération des établissements libres subventionnés indépendants : 1;

4° Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone : 20;

5° Wallonie Bruxelles Enseignement : 7.

§ 2. Par dérogation à l'article 6, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre de postes de référents culturels, exprimés en équivalents temps plein, à pourvoir est fixé de la manière suivante entre les années scolaires 2020-2021 et 2027-2028 :

Années scolaires	Nombre de postes de référents culturels
2020-2021	25
2021-2022	25
2022-2023	25
2023-2024	27
2024-2025	30
2025-2026	33
2026-2027	37
2027-2028	40

Par dérogation à l'article 6, § 5, alinéa 2, le nombre de postes de référents culturels, exprimés en équivalents temps plein, est réparti de la manière suivante durant les années scolaires 2020-2021 à 2024-2025 et à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

WBE/FPO	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Conseil de l'enseignement des Communes et des Provinces	6	6	6	6	8
Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné	2	2	2	2	2
Fédération des établissements libres subventionnés indépendants	1	1	1	1	1
Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone	12	12	12	13	14
Wallonie-Bruxelles Enseignement	4	4	4	5	5

### CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 13.** Le présent décret entre en vigueur le 24 mars 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JÉHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,  
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—  
Note

*Session 2020-2021*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 206-1. – Amendement(s) en commission, n° 206-2 - Rapport de commission, n° 206-3 – Texte adopté par la commission, n° 206-4 – Amendement(s) en séance, n° 206-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 206-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 24 mars 2021.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41083]

**25 MAART 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en betreffende het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door de volgende bewoordingen: "1° Wetboek: het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs;" ;

b) in punt 4 worden de woorden "5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving" vervangen door de woorden "1.6.5-2 van het Wetboek";

c) in punt 7 worden de woorden "67, § 2, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-1 van het Wetboek";

d) in punt 8 worden de woorden "artikel 67, § 6, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "de artikelen 1.5.2-5 en 1.5.2-6 van het Wetboek";

e) in punt 9 worden de woorden "68, § 4, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-16, § 1, van het Wetboek";

f) in punt 10 worden de woorden "68, § 7, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-17 van het Wetboek";

g) er wordt een punt 11° ingevoegd, dat als volgt luidt

"11° PECA: het traject voor culturele en artistieke vorming, interdisciplinair, gebaseerd op culturele kennis, individuele en collectieve praktijken, alsmede op ontmoetingen met kunstenaars en kunstwerken, dat op transversale wijze wordt gedefinieerd voor alle kennis en vaardigheden die deel uitmaken van het schoolcurriculum en derhalve betrekking heeft op alle vakken. "

**Art. 2.** In artikel 3, tweede en derde lid, van hetzelfde decreet worden de termen "24, § 2, tweede lid, 8°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving" vervangen door de termen "1.7.3-1, § 2, tweede lid, 5°, van het Wetboek".

**Art. 3.** Aan artikel 4, lid 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht

a) in de punten 1 en 2 worden de woorden "in artikel 67 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 1.5.2-1 tot en met 1.5.2-12 van het Wetboek »;

b) in de punten 3, 4 en 6 worden de woorden "in artikel 68 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 1.5.2-13 tot en met 1.5.2-22 van het Wetboek";

c) in punt 9 worden de woorden "Opdrachtendecreet" vervangen door "Wetboek";

d) een punt 16 wordt ingevoegd, dat als volgt luidt

"16° steun te verlenen voor de tenuitvoerlegging van het PECA door :

a) het adviseren, begeleiden, delen van expertise en ondersteunen van onderwijsteams en scholen bij de inzet van een multidisciplinaire aanpak van PECA, overeenkomstig dit decreet ;

b) het aanmoedigen van de openstelling van elke school voor vertegenwoordigers van de culturele wereld;

c) te fungeren als een doeltreffende schakel tussen de schoolgemeenschap en vertegenwoordigers van de culturele wereld

d) samenwerking en overleg met de culturele referenten van andere netwerken en vertegenwoordigers van de culturele wereld. "

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht

a) in lid 1 worden de woorden "en culturele referenten" toegevoegd aan 1°;

b) tussen lid 2 en lid 3 wordt een lid ingevoegd dat als volgt luidt

"De culturele referenten bedoeld in het eerste lid, 1°, worden enerzijds aangesteld ter ondersteuning van de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1° en 2°, en anderzijds aan de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 4, eerste lid, 16°. "

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden die als volgt luiden:

"§ 4. Het totale minimumaantal ambten van technisch-pedagogisch adviseurs bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, dat de WBE en de federaties van inrichtende machten moeten vervullen, wordt vastgesteld op 41.

Om de zes jaar, vóór de hernieuwing van de in artikel 14 bedoelde overeenkomsten, wordt het minimumaantal technisch-pedagogische adviseurs waarover elke cel voor ondersteuning en begeleiding moet beschikken, door de regering vastgesteld in verhouding tot het aantal, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, van de personeelsleden van het pedagogisch team die werkzaam zijn in de kleuter-, lagere, basis- en secundaire scholen, zowel voltijds als deeltijds, gewoon en gespecialiseerd, waarvoor de cel bevoegd is. Elke cel heeft ten minste één technisch-pedagogisch adviseur.

§ 5. Het minimumaantal ambten van culturele referenten bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, dat de WBE en de federaties van inrichtende machten moeten vervullen, wordt vastgesteld op 40.

Om de zes jaar, vóór de hernieuwing van de in artikel 14 bedoelde contracten, wordt het minimumaantal cultuurbegeleiders waarover elke ondersteunende en begeleidende eenheid moet beschikken, door de regering vastgesteld in verhouding tot het aantal voltijdsequivalente personeelsleden van het onderwijsteam dat werkzaam is

in de kleuter-, lagere, basis- en secundaire scholen, zowel voltijds als deeltijds, gewoon en gespecialiseerd, waarvoor de cel verantwoordelijk is. Elke cel heeft ten minste één culturele referent.

De ondersteunende en begeleidende cellen kunnen een samenwerkingsovereenkomst sluiten met het oog op de samenwerking van de culturele referentiepunten, ten einde optimaal te kunnen inspelen op de behoeften van de scholen en de verschillende onderwijsgebieden te kunnen bestrijken. ”.

**Art. 6.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “en 3<sup>o</sup>” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°,” en de woorden “en aangewezen overeenkomstig” ;

2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

“Voor de personeelsleden van een steun- en begeleidingsceld die zijn aangeworven op basis van artikel 6, § 1, eerste lid, 7°, kan WBE of de betrokken federatie van inrichtende machten hun tewerkstelling bij voorbaat beëindigen volgens haar eigen regels. ”.

**Art. 7.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door de volgende tekst

“De basisopleiding van de in artikel 5, eerste lid, 1°, bedoelde studie- en beroepskeuze-adviseurs, met inbegrip van de technisch-pedagogische adviseurs, bestrijkt 80 uur. Zij omvat een algemene basisopleiding en een specifieke basisopleiding. ” ;

b) het laatste lid wordt geschrapt;

2° een paragraaf 2/1 en een paragraaf 2/2 worden ingevoegd als volgt:

“ § 2/1. In afwijking van het tweede lid bedraagt de basisopleiding van de in artikel 5, eerste lid, 1°, bedoelde culturele referenten 90 uur. Zij omvat een algemene basisopleiding, een specifieke culturele component en een specifieke basisopleiding.

Om de twee jaar organiseert het Institut de la formation en cours de carrière ten minste een algemene basisopleiding van 30 uur, waarvan de inhoud door de regering wordt vastgesteld op advies van het Institut de la formation en cours de carrière. Deze opleiding is gericht op de ontwikkeling van:

1° relationele vaardigheden in het beheer van persoonlijke, interpersoonlijke en groepsrelaties tussen volwassenen, inzonderheid in situaties van mondelinge en schriftelijke communicatie, spreken in het openbaar, faciliteren van vergaderingen, teamwerk, supervisie, conflictbeheersing, bemiddeling;

2° bewustwording van de veranderingen in houding en beroepsidentiteit die teweeggebracht worden in relatie tot de relationele bekwaamheden en vaardigheden van de kandidaten;

3° inzicht in de waarden, de betekenis en de reikwijdte van het begrip sturing van het schoolsysteem en de schoolorganisaties, inzonderheid door zich :

a) de vraagstukken, waarden, doelstellingen en wetenschappelijke grondslagen van bestuur en beheer van het onderwijsstelsel

b) de methoden en processen voor de evaluatie van het schoolbeleid en de onderwijshervormingen

c) het organisatieschema en de opdrachten van de algemene administratie van het onderwijs, de rol en de opdrachten van de verschillende actoren van het schoolsysteem, eigen te maken.

Sommige onderdelen van de algemene basisopleiding van culturele referenten kunnen overeenkomen met de algemene basisopleiding van ondersteunings- en begeleidingsadviseurs als bedoeld in lid 2, tweede lid. Het Institut de la formation en cours de carrière geeft voor deze opleiding een bewijs van deelname af.

Om de twee jaar organiseren de regeringsdiensten ten minste één specifiek cultureel onderdeel van 30 uur, dat bestaat uit :

1° het ontwikkelen van de beheersing van de toegang tot en het gebruik van het door de regeringsdiensten aangeboden hulpmiddelencentrum

2° het ontwikkelen van kennis van de culturele en institutionele middelen/diensten die kunnen worden gemobiliseerd of die ondersteuning kunnen bieden op lokaal/interzonaal niveau.

De regeringsdiensten reiken voor deze opleiding een bewijs van deelname uit.

WBE of de bedoelde federatie van inrichtende machten organiseert de specifieke basisopleiding, die 30 uur duurt. De doelstellingen en de inhoud van deze specifieke basisopleiding worden uiterlijk één maand vóór het begin van de opleiding ter informatie toegezonden aan het Institut de la formation en cours de carrière en aan de regeringsdiensten.

WBE of de bedoelde federatie van inrichtende machten geeft een bewijs van deelname aan deze opleiding af.

§ 2/2. Om de twee jaar vindt, voorafgaand aan de organisatie van de in de paragrafen 2 en 2/1 bedoelde initiële opleiding, overleg plaats tussen het Institut de la formation en cours de carrière, de regeringsdiensten, WBE en elke federatie van inrichtende machten, teneinde de samenhang en de complementariteit van de verschillende onderdelen van de initiële opleiding te waarborgen.

De Regering beëindigt van rechtswege de aanstelling van de personeelsleden van de ondersteunende en begeleidende cellen die in toepassing van artikel 6, § 1, eerste lid, zijn aangesteld en die niet binnen de twee jaar na hun aanstelling de in het tweede en tweede lid/1 bedoelde basisopleiding hebben voltooid. ” ;

3° een paragraaf 3/1 wordt ingevoegd als volgt:

“ § 3/1. Naast de in het derde lid bedoelde voortgezette opleiding volgen de in artikel 5, eerste lid, 1°, bedoelde culturele referenten elk jaar een door de regeringsdiensten georganiseerde bijscholingscursus. Deze ontmoetingsdag brengt de culturele referenten en vertegenwoordigers van de culturele wereld samen. ” ;

4° in paragraaf 4 worden de woorden “van de initiële opleiding bedoeld in paragraaf 2 en/of van de voortgezette opleiding (bijscholing) bedoeld in paragraaf 3” vervangen door de woorden “van de initiële opleiding bedoeld in de paragrafen 2 en 2/1 en/of van de bijscholing bedoeld in de paragrafen 3 en 3/1”.

**Art. 8.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het bedrag “10.118.317 euro” vervangen door het bedrag “16.933.915 euro”.

**Art. 9.** In artikel 14 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, 2°, worden de woorden "in artikel 67, § 14, of in artikel 68, § 11, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in artikel 1.5.2-12, § 1, of in artikel 1.5.2-21, § 1, van het Wetboek";

b) in paragraaf 1, 4°, worden de woorden "67 en 68 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-1 tot 1.5.2-22 van het Wetboek";

c) in lid 1 wordt een punt 12° ingevoegd, dat als volgt luidt:

"12° zorgen voor de ondersteuning van scholen bij de inzet van een multidisciplinaire aanpak van het PECA. " ;

d) in paragraaf 2, vierde lid, wordt een punt 2°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"2°/1 het aantal culturele referenten bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, dat WBE of de federatie van inrichtende machten voornemens is aan te stellen binnen haar Cel Ondersteuning en Begeleiding, waarbij dit aantal voldoende moet zijn voor de uitvoering van de opdracht die deze cultuurbegeleiders hebben in toepassing van artikel 5, derde lid. ".

**Art. 10.** In artikel 47 van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 5, vijfde lid," vervangen door de woorden "in artikel 5, zesde lid,".

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 11.** In het decreet wordt artikel 46 vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 46. - In afwijking van artikel 12, leden 2 en 3, wordt het totaalbedrag van de in artikel 12, lid 1, bedoelde subsidies voor de jaren 2021 tot en met 2027 als volgt vastgesteld:

1° voor het jaar 2021: 12.780.259 euro ;

2° voor het jaar 2022: 14.243.512 euro;

3° voor het jaar 2023: 14.663.712 euro;

4° voor het jaar 2024: 15.209.240 euro;

5° voor het jaar 2025: 15.747.535 euro;

6° voor het jaar 2026: 16.379.706 euro;

7° voor het jaar 2027: 16.933.915 euro. ".

**Art. 12.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 47/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 47/1. - 1. In afwijking van artikel 6, § 4, tweede lid, wordt het aantal ambten van technisch-pedagogisch adviseurs, uitgedrukt in voltijdequivalenten, gedurende de schooljaren 2021-2022 tot en met 2024-2025 als volgt verdeeld:

1° Onderwijsraad van de Gemeenten en Provincies: 10;

2° Raad van de inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs: 3;

3° Federatie van onafhankelijke gesubsidieerde vrije inrichtende: 1;

4° Algemeen Secretariaat van het Katholiek Onderwijs in de Franse en Duitstalige Gemeenschap 20;

5° Wallonie Bruxelles Enseignement: 7.

§ 1. In afwijking van artikel 6, § 5, eerste lid, wordt het aantal ambten van culturele referenten, uitgedrukt in voltijdequivalenten, dat gedurende de schooljaren 2020-2021 en 2027-2028 moet worden vervuld, als volgt vastgesteld :

Schooljaren	Aantal culturele referentiestellen
2020-2021	25
2021-2022	25
2022-2023	25
2023-2024	27
2024-2025	30
2025-2026	33
2026-2027	37
2027-2028	40

In afwijking van artikel 6, § 5, tweede alinea, wordt het aantal ambten van culturele referenten, uitgedrukt in voltijdequivalenten, gedurende de schooljaren 2020-2021 tot en met 2024-2025 en met ingang van 1 januari 2021 als volgt verdeeld:

WBE/FPO	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Raad voor het gemeentelijk en provinciaal onderwijs	6	6	6	6	8
Raad van de inrichtende machten voor het gesubsidieerd officieel neutraal onderwijs	2	2	2	2	2
Federatie van onafhankelijke gesubsidieerde vrije inrichtingen	1	1	1	1	1
Algemeen secretariaat van het katholiek onderwijs in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap	12	12	12	13	14
Wallonie-Bruxelles Enseignement	4	4	4	5	5

## HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking op 24 maart 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 maart 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2020-2021*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 206-1. – Commissieamendementen, nr. 206-2- Commissieverslag, nr. 206-3- Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 206-4 – Commissie-amendementen, nr. 206-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.206-6

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 24 maart 2021.

---

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

[C – 2021/41166]

**12 NOVEMBRE 2020. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale. — Erratum**

Dans le Décret du 12 novembre 2020 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale publié au *Moniteur belge* du 10 décembre 2020 à la page 87359, il y a lieu de :

1° au niveau du tableau « Programme minimum en ECTS », pour la colonne « Intitulé », à la 5<sup>ème</sup> ligne, dans la rubrique « Recherche appliquée », il y a lieu d'ajouter le nombre « 15 » dans la colonne « Minimum (ECTS) »

2° au niveau du tableau B « Enseignement pratique et Enseignement clinique », il y a lieu de remplacer « Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés malades. » par « Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés sains.»

3° au niveau du tableau B « Enseignement pratique et Enseignement clinique », il y a lieu d'ajouter directement après la ligne reprise sous 2°, la ligne suivante : « Observations et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux y compris ceux nés avant terme, après terme ainsi que de nouveau-nés d'un poids inférieur à la normale ou de nouveau-nés malades.»

---

**VERTALING**

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2021/41166]

**12 NOVEMBER 2020. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie. — Erratum**

In het decreet van 12 november 2020 houdende diverse bepalingen inzake hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 december 2020, op blz. 87359, dient, in de Franse versie, het volgende te worden toegevoegd:

1° op het niveau van de tabel « Programme minimum en ECTS » dient in de kolom « Opschrift », op de 5e regel, in rubriek « Recherche appliquée », het cijfer « 15 » te worden toegevoegd in de kolom « Minimum (ECTS) »

2° op het niveau van tabel B, « Enseignement pratique et Enseignement clinique », dient « Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés malades. » vervangen te worden door « Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés sains. »

3° op het niveau van tabel B, « Enseignement pratique et Enseignement clinique », dient de hierna opgenomen regel direct na de regel in punt 2° worden toegevoegd: « Observations et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux y compris ceux nés avant terme, après terme ainsi que de nouveau-nés d'un poids inférieur à la normale ou de nouveau-nés malades »